

Vous venez de publier les résultats d'une enquête de plusieurs années sur les comportements électoraux dans la cité des Cosmonautes à Saint Denis. Selon vous, la France deviendrait, depuis les années 1980, « une démocratie de l'abstention ». Qu'est-ce qui vous a conduits à faire ce travail ?

Céline Braconnier : Nous voulions travailler sur les comportements électoraux en milieu populaire, plus particulièrement dans les périphéries urbaines. Au seuil des années 2000, ce qui nous paraissait caractéristique, c'était d'une part le fort vote en faveur du Front national, d'autre part des taux d'abstention en hausse, qui atteignaient alors des niveaux très élevés dans les quartiers populaires. Nous sommes donc partis à la recherche d'un « terrain ». Notre souhait était d'investir un territoire en multipliant les approches, dans le cadre d'une étude approfondie et de longue durée. Au départ, nous pensions à la région du Nord. Mais comme nous habitons la région parisienne et que nous voulions nous rendre souvent sur le terrain, il nous a semblé plus judicieux de rester en Île-de-France. Nous connaissions Saint Denis tous les deux. J'y avais déjà travaillé sur ce que la municipalité appelle la « démarche quartiers », plus précisément sur la façon dont la municipalité traitait le courrier envoyé par les habitants. Je savais que la mairie avait une politique de conservation des archives très développée. Après coup, nous avons compris que nous avons eu accès à un nombre exceptionnel de documents – presque toutes les listes d'émargement aux élections entre 1974 et 2002 par exemple – car nous n'avons pas retrouvé les mêmes sources ailleurs.

Jean-Yves Domagen : Nous sommes partis du constat que les comportements électoraux étaient très peu observés directement sur le terrain, ce qui est paradoxal car c'est relativement facile à faire. Si le Nord nous a intéressés d'abord, c'est parce que les phénomènes que nous voulions étudier y étaient très marqués, dans une commune comme Roubaix par exemple. Le choix de Saint Denis s'est également imposé parce que j'y ai des attaches familiales par ma compagne, qui a fréquenté comme élève le collège dont dépend la cité des Cosmonautes. Nous connaissions aussi des gens dans le milieu associatif, ce qui est important pour établir des contacts dans la cité. Avoir des relais, être introduit, est en effet indispensable pour ce genre de travail, surtout si l'on n'habite pas sur place. Il faut être perçu comme faisant quelque chose de positif, qui ne puisse pas nuire. Les journalistes sont souvent mal reçus dans les quartiers populaires, on s'en méfie. C'est un peu mieux pour les sociologues, mais on n'est jamais sûr d'être bien accueilli si l'on est étranger au quartier.

La cité des Cosmonautes abrite le bureau de Saint Denis où, à l'époque, le Front national obtenait ses meilleurs résultats. Il avait eu 45% des voix au second tour des législatives de 1993. L'abstention y était tout aussi élevée : en 2001, quand nous avons fait le choix de ce terrain, la participation aux municipales n'avait été que de 41%. Il faut ajouter que la cité est relativement petite – 1400 habitants – avec un seul bureau de vote, qui épouse exactement les

contours du quartier. Ce qui nous assurait une facilité d'accès et une vision exhaustive des comportements électoraux, mais aussi des non-votes. Le non-vote allait d'ailleurs s'imposer progressivement comme un élément central de notre enquête.

Continuez-vous aujourd'hui ce travail ?

CB : Nous continuons à travailler sur la cité. Mais, avec d'autres chercheurs, nous avons étendu notre plan d'observation à une dizaine d'autres sites, choisis pour leur profil politique et socio-démographique. Ils sont répartis sur toute la France : deux villages dans l'Hérault, un quartier pavillonnaire d'Amiens, les quartiers Nord de Marseille, trois arrondissements à Paris... Nous cherchons à reproduire notre protocole d'enquête dans ces environnements très contrastés politiquement et socialement.

Ce protocole s'appuie sur une approche par les territoires. Ce qui permet la multiplication des enquêtes localisées à partir de la mise en œuvre de méthodes diversifiées. Puis, par le recoupement des données, nous essayons d'arriver à plus de réalisme sociologique que ne le font les enquêtes par sondage. Celles-ci bénéficient pourtant aujourd'hui d'une sorte de monopole en matière de sociologie électorale. Notre travail nous a convaincus qu'il était possible de procéder autrement, de sortir des laboratoires pour observer directement ce qui se passe sur le terrain.

JYD : Nous espérons ainsi gagner en profondeur et en réalisme sociologiques, en recontextualisant les phénomènes électoraux. Plutôt que de faire venir les gens dans les laboratoires, de les étudier par des méthodes finalement très superficielles comme les questionnaires téléphoniques, reposant généralement sur des questions fermées, nous préférons aller au-devant des populations, afin de les observer dans la durée en multipliant les angles d'approche. Observer les électeurs dans leur contexte permet de mieux comprendre la production des votes, ce contexte étant lui-même un facteur explicatif des comportements en général et du vote en particulier.

Vous mettez l'accent sur l'inscription sur les listes électorales et sur les « mal inscrits » comme symptômes et causes de la démobilisation électorale. Est-ce que cela a changé pour les dernières élections ? Les émeutes de 2005 ont-elles marqué changement de ce point de vue ?

CB : Ce qui s'est passé aux Cosmonautes est à l'image de ce qui s'est passé en général dans les « quartiers », comme le montre l'échantillon élargi de Zus sur lequel nous travaillons également depuis 2006, dans le cadre d'un rapport sur l'inscription électorale en milieu populaire commandé par le Centre d'Analyse Stratégique. Le nombre d'électeurs en France a

augmenté de 7 % en moyenne entre 2002 et 2007. Pour notre échantillon, l'augmentation est de 14 % mais pour les Cosmonautes seuls, elle est de près de 20 % ! Ce qui représente un gain d'une centaine d'électeurs en cinq ans, dont quatre-vingts cette année. La moyenne d'âge de ces nouveaux inscrits est de 35 ans. Ils font donc partie de la génération des grands frères.

Ce mouvement d'inscription était prédictif d'une forte participation, car les nouveaux inscrits sont presque toujours des votants, au moins intermittents. Ce qui s'est effectivement produit pour les présidentielles, avec un record de 85 % de participation au premier tour, soit un point au-dessus de la moyenne nationale. Par comparaison, la participation avait été de 13 points inférieure à la moyenne nationale en 2002. Mais la chute a été brutale pour les législatives : 49 % de participation au premier tour et 46 % au second : plus de dix points en dessous de la moyenne nationale, alors même que l'on n'a jamais aussi peu voté en France pour élire des députés. Cette chute a donc été, dans ce type de quartiers, plus importante qu'ailleurs. Ce sont des causes structurelles, sur lesquelles nous revenons largement dans notre livre, qui expliquent en partie cette démobilisation rapide et massive. La chute de l'intensité de la campagne a, notamment, des répercussions de grande ampleur dans les milieux où l'on s'intéresse le moins aux joutes électorales. Les résultats des présidentielles ont aussi évidemment démobilisé dans des quartiers où l'on s'est beaucoup inscrit et où l'on a beaucoup voté contre Nicolas Sarkozy.

Quel a été le rôle des déclarations sur le Kärcher ? Croyez-vous que, comme on le dit parfois, sans cette « faute », Sarkozy aurait fait un tabac dans les banlieues, à partir des valeurs qui sont les siennes ?

CB : Non, je ne le crois pas. Il y a eu depuis les émeutes de 2005 un cumul de facteurs qui ont nourri le rejet de Sarkozy. Le rapport à la police est, par exemple, très conflictuel dans les quartiers, non seulement pour les jeunes mais aussi pour les familles. D'autres thèmes, comme les restrictions apportées au regroupement familial, ne sont pas très porteurs dans des populations où la plupart des électeurs ont un proche qui est étranger.

JYD : Il faut ajouter à cela la question sociale. La droite est perçue comme hostile, par exemple, aux aides sociales et aux allocations. Tout cela a un effet cumulatif avec des aspects plus symboliques comme le sentiment de non-reconnaissance et la stigmatisation. Au total, il y a eu un effet mobilisateur contre Sarkozy. En un sens, c'était un peu 1981 à l'envers. En 1981, la peur sociale était dans les classes supérieures, qui craignaient d'être dépossédées de leur patrimoine. En 2007, elle était chez les plus défavorisés, menacés de perdre leurs moyens de subsistance avec les allocations.

Il ne faut pas oublier, non plus, qu'il y a aussi une stabilité des orientations politiques chez les électeurs qui votent dans ces quartiers. Les plus politisés, même s'ils le sont plus faiblement

qu'ailleurs, le sont tout de même traditionnellement à gauche. Aux Cosmonautes, on sait à l'avance que la gauche obtiendra les deux tiers et parfois jusqu'aux trois quarts des suffrages. Cela s'est encore confirmé cette année, puisque Ségolène Royal a obtenu 72 % des voix au second tour de l'élection présidentielle.

Ce phénomène n'est pas propre aux Cosmonautes, évidemment. Dans certains bureaux de votes des quartiers Nord de Marseille, l'augmentation du nombre des inscrits a même été plus forte, de l'ordre de 25%. Cela s'est traduit par un vote massif en faveur de la gauche.

À lire votre livre, on peut avoir l'impression que la tendance à la démobilisation électorale est une tendance durable, parce que structurelle, notamment du fait de la désintégration du marché du travail. 2007, avec une mobilisation très forte, semble donc contredire d'une certaine façon quelques-unes de vos conclusions. Comment l'expliquer ? Par l'intensité de la campagne électorale et le relais des médias ?

JYD : Notre enquête a porté sur les non-inscriptions et les « mal-inscriptions », et leurs conséquences sur l'abstention. Il est clair que la très forte participation aux deux tours de la présidentielle traduit de ce point de vue un renversement de tendance. Mais elle a aussi validé deux de nos constats. Le premier, c'est qu'il existait des réserves électorales de très grande ampleur. La moitié des électeurs potentiels ne votaient plus, notamment parce que beaucoup n'étaient plus inscrits ou étaient devenus « mal inscrits ». Il est tout de même impressionnant de constater que plus de 40 % des inscrits au bureau de vote de la cité en 2007 sont des nouveaux inscrits apparus sur les listes après la présidentielle de 2002.

Le deuxième constat que les dernières élections nous paraissent avoir validé, c'est que la participation électorale se joue dans l'inscription, plus précisément dans la qualité de l'inscription. Les nouveaux inscrits étaient soit des premiers inscrits, par définition « bien inscrits », soit des « mal inscrits » qui ont régularisé leur situation électorale. Ce qui a augmenté la qualité de l'inscription et, par conséquent, la participation.

Si on cumule l'intensité exceptionnelle de la campagne électorale, comparable à celle de 1981, et un corps électoral composé massivement de « bien inscrits », on aboutit de façon quasi mécanique à une participation exceptionnelle, dans les quartiers comme au plan national. Une participation qui a été l'une des plus fortes de toute l'histoire du suffrage universel.

CB : La campagne a bien sûr joué un rôle. Dans les quartiers, on ne suit peut-être pas autant qu'ailleurs les émissions politiques. Mais la télévision est souvent allumée. Ce qui crée une sorte de bruit de fond qui a un effet d'entraînement sur les plus mobilisés, qui eux-mêmes mobilisent les plus indifférents. En ce sens, les médias contribuent puissamment à l'intensité de la campagne, y compris dans les cités.

JYD : Il est évident que notre livre n'aurait pas été tout à fait le même si nous l'avions écrit après la séquence électorale de 2007. Peut-être avons-nous sous-évalué les effets du renouvellement de l'offre électorale et le contexte proprement politique dans lequel une élection s'inscrit.

Au cours des deux dernières décennies, seule l'élection présidentielle est restée un scrutin de haute intensité. Mais les présidentielles précédentes ont opposé deux fois sur trois des cohabitants, ce qui réduisait l'offre électorale aux sortants. La seule exception est celle de 1995 opposant Chirac et Jospin, mais dans un contexte où aucun des deux candidats n'incarnait une éventuelle rupture politique, économique et sociale. Nous n'avons donc pas eu l'occasion, au cours de la période couverte par notre enquête, de travailler sur une élection d'une intensité exceptionnelle comme celle de 2007. Il nous manquait en quelque sorte une variable, celle d'une campagne de très haute intensité. Ce qui nous a probablement conduits à une vision trop linéaire des phénomènes, privilégiant les facteurs structurels aux dépens de ce qui relevait de la conjoncture.

Par ailleurs, il y a eu une vraie campagne pour l'inscription sur listes électorales, largement relayée par les médias. C'était une nouveauté en France. Divers acteurs ont tiré des émeutes de 2005 l'enseignement qu'il fallait susciter un « sursaut citoyen » chez les jeunes de banlieue, en s'inscrivant et en votant. Cela a provoqué une augmentation des inscriptions dès 2005. Or, encore une fois, c'est dans la qualité de l'inscription que se jouent les chances de participation électorale.

CB : Il y a eu une prise en charge très large du « rappel à l'ordre civique », par des personnalités issues des quartiers, par les médias, par les associations. L'objectif visé était de permettre à la population des quartiers de « faire entendre sa voix ». Ce processus a été réactivé en 2006, à une époque où la candidature de Sarkozy était devenue certaine. Ce qui a amplifié le mouvement, pour les raisons déjà évoquées. Nous l'avons constaté très clairement en observant les files d'attente à Saint Denis. Des jeunes venaient en groupes pour s'inscrire. Comme nous nous intéressons au rôle des groupes et aux phénomènes d'entraînement qu'ils créent, nous avons constaté qu'ils étaient bien réels en l'espèce. Des parents venaient à la place des enfants, par exemple, contribuant à produire de l'inscription en masse.

JYD : Il faudrait aussi regarder de plus près les phénomènes générationnels. On en est souvent en effet à la « troisième génération » dans les familles issues de l'immigration africaine. Ce qui ne peut pas ne pas avoir d'influence sur le rapport à l'identité nationale et à la citoyenneté. Cette prise de conscience identitaire est forcément complexe et on n'a sans doute pas tiré tous les enseignements des émeutes de ce point de vue.

On n'est donc pas dans la situation parfois décrite où les associations auraient remplacé l'ancien encadrement communiste ?

JYD : Non, pas aux Cosmonautes en tout cas. Dans cette cité, il n'y a plus véritablement d'association, encore moins de structure d'encadrement politique. Et pourtant, les inscriptions et la participation électorales y ont été les mêmes qu'ailleurs. En revanche, et contrairement à ce qui est souvent dit, ces quartiers ne sont pas anomiques mais plutôt, bien au contraire, adaptés à des mobilisations ponctuelles. Les liens sociaux y sont beaucoup plus forts qu'en centre ville ou dans des zones pavillonnaires. Les gens se connaissent, ils connaissent la situation de leurs voisins. Il y a un côté village dans ces environnements. Ce qui fait d'ailleurs que toute personne étrangère au quartier est repérée immédiatement. Tout diffuse très vite, notamment à travers les groupes de jeunes qui sont relativement structurés.

Cette identité collective forte peut expliquer pourquoi tout peut se retourner très vite, pourquoi il est possible de passer rapidement du « tous pourris, ça ne sert à rien, ce sont tous des bouffons » au « on va bloquer Sarkozy ».

CB : Il faut dire que si l'on constate une volonté assez générale de quitter le quartier, elle coexiste avec le plaisir de se connaître et souvent d'être solidaire. Il existe des formes d'entraide très facilement observables, des figures du quartier toujours disponibles pour aider à remplir des formulaires, etc.

Ceci pour dire qu'il faut avoir une vision différenciée des personnes qui vivent dans les quartiers. Il n'y a pas grand-chose de commun entre le jeune d'origine africaine, qui a ses copains dans le quartier, et le Français « de souche » d'un certain âge, qui peut être beaucoup plus isolé, parfois même se sentir déclassé.

Les personnes qui se sont installées dans les années 60, souvent ouvriers qualifiés ou petits fonctionnaires, ont vu leurs amis partir et être remplacés par des personnes d'origine différente. Si elles-mêmes n'ont pas les moyens de partir, elles ont tendance à se replier et peuvent même être irritées par les formes de solidarité qui unissent les nouveaux arrivants. Elles peuvent se sentir « prisonnières de la cité » et éprouver beaucoup de nostalgie pour un passé, les années 1970, qu'elles ont, sans doute, tendance à idéaliser.

On ne peut donc pas exclure qu'il y ait eu un effet de conjoncture qui ne change pas durablement le fait, analysé dans votre livre, que les classes populaires continuent à rester éloignées de la politique ?

JYD : Il nous semble que notre hypothèse, qui veut que l'essentiel se joue à travers l'inscription sur les listes électorales, a été validée. L'élection, on l'oublie parfois, commence avec l'inscription. Ce qui est le cas aussi aux États-Unis, un des rares pays avec la France à

imposer ce « surcoût » de l'inscription à l'acte de voter. La différence, c'est qu'aux États-Unis, un tiers des électeurs potentiels ne sont pas inscrits, plus particulièrement dans les milieux les plus défavorisés. Ce qui agit comme un véritable cens électoral. En France, cela a été le cas jusqu'en 2005, mais de façon plus atténuée. Les campagnes pour l'inscription de 2005 et 2006 ont changé la donne, au moins provisoirement. Mais c'est vrai que rien n'indique qu'à l'avenir, surtout si cette campagne ne devait pas avoir de suite, cette forme d'auto-exclusion par la non-inscription sur les listes électorales ne se reproduira pas, de nouveau, à grande échelle.

CB : L'abstention pour les législatives de cette année va déjà dans ce sens. Elle a été encore renforcée par le fait que beaucoup de personnes ne savent pas toujours à quoi servent les députés. Cela n'incite pas à voter...

Dans votre livre, vous insistez beaucoup sur « le rapport non politique au politique ». Vous dites, par exemple : « si les corps parlent tant aux habitants, c'est parce que les mots politiques ne leur disent presque rien » ou encore « le corps est une dimension à part entière du message politique à laquelle seront particulièrement sensibles les moins prédisposés à entretenir un rapport politique à l'offre politique ». Pourriez-vous revenir un peu sur ces « repérages » des *habitus*, pourrait-on dire, et sur leurs effets ?

CB : Nous ne disposons pas de matériau quantitatif sur le rapport à l'offre dans sa dimension sociale. On nous a dit : « on ne peut pas voter pour le facteur, parce qu'on ne peut pas être représenté par quelqu'un qui n'a aucune expérience du monde politique », mais on nous a également dit l'inverse.

En revanche, la demande de représentation liée aux origines, et, par exemple, à la couleur de la peau, est beaucoup plus nette. Là, le sentiment de ne pas être représenté est fort. « On est noir, donc on n'est pas citoyen à part entière, on subit les discriminations à l'embauche, les contrôles d'identité... » Le succès relatif de Christiane Taubira en 2002, de la liste Europaléatine aux européennes de 2004, ceux de Djamel Bourras et Rose Gomis aux dernières législatives à Saint Denis montrent qu'il peut y avoir un usage identitaire du vote. La tentation existe dans toutes les générations et origines, Antillais pour les plus âgés, familles d'origine africaine ou maghrébine pour les plus jeunes.

Pour être un peu plus précis : aux Cosmonautes, on s'identifie en général à un camp. On est, le plus souvent, de gauche, notamment parce que la gauche est du côté des petits contre les gros et parce que la droite est perçue comme hostile aux étrangers. Mais cela ne va pas plus loin dans le repérage des identités politiques : par exemple, peu de jeunes savent que le député de la circonscription, Patrick Braouezec, est « communiste ». Les étiquettes partisans ne font donc pas sens. Ce qui peut expliquer une certaine volatilité électorale et le recours à des votes

identitaires au bénéfice de candidats censés être à même de porter un message de représentation de ceux qui se sentent négligés, qui se considèrent traités comme des citoyens de seconde zone.

C'est ce rapport à l'offre politique qui nous a frappé, s'agissant bien sûr des populations issues de l'immigration, très nombreuses dans la cité.

Comment se situent et réagissent de ce point de vue les ouvriers et employés « d'origine française » ?

JYD Ce qu'on peut observer, c'est un glissement de la demande d'offre à connotation sociale – des ouvriers pour représenter les ouvriers – vers une demande d'offre à connotation socio-ethnique. Ce qui signifie concrètement qu'aux Cosmonautes, il y a certainement une prédisposition à s'identifier de façon ethnico-communautaire, par l'origine, par la couleur de la peau. C'est ainsi qu'on peut expliquer les résultats électoraux déjà évoqués. Parallèlement, il n'est pas exclu, sans que nous puissions le démontrer aujourd'hui, que les « Français de souche » réagissent de façon analogue. Comment expliquer autrement le fait que Sarkozy ait obtenu près de 30% des voix aux Cosmonautes ? Ce ne sont probablement pas uniquement ses propositions fiscales ou sur le patrimoine qui ont attiré des électeurs qui, le plus souvent, ne paient pas d'impôts et sont locataires de leur appartement !

C'est toute l'ambiguïté du sarkozysme : promettre la discrimination positive et lancer des signes de reconnaissance d'un côté, stigmatiser le prolétariat d'origine étrangère pour attirer les électeurs du FN de l'autre. Cela a sans doute eu deux effets opposés : le vote contre Sarkozy dans nombre de cités et le vote en sa faveur dans les milieux populaires d'origine « française ».

CB : Il faut tenir compte du fait que les populations que nous avons étudiées s'intéressent peu au discours politique. La couleur de la peau des candidats est une donnée immédiate. Le discours, en revanche, requiert un minimum d'attention, de suivi, de compréhension. On a été frappé par exemple par le fait que les personnes qui votaient pour Ségolène Royal ignoraient souvent totalement son programme. Aux législatives, cette méconnaissance est encore plus flagrante et l'on peut donc vraiment douter que la majorité des votes en faveur des candidats issus de la « diversité » ait été motivée par leur contenu programmatique.

JYD : Il reste évidemment quelque chose de la position sociale qui s'exprime dans le clivage entre « eux et nous », tel qu'il opère dans les cités. Mais il faut rappeler que la forte identité de classe qu'on a pu observer jusque dans les années 1970 était le résultat d'un vaste travail sur les représentations du monde ouvrier, visant à le valoriser alors même que sa position était socialement dominée. D'où tout un processus de retournement des stigmates, pour célébrer

une fierté ouvrière, la classe de l'avenir, etc. Il y a eu une vaste entreprise collective visant à produire une représentation enchantée de la classe ouvrière, dont on a fait la classe messianique préposée à l'émancipation du genre humain. Et cela contre les tendances « spontanées », associée à une position socialement dominée, voire stigmatisée, qui pouvaient générer de la honte de classe. Le problème, c'est que les conditions sociales de ce retournement de stigmates opéré collectivement ne sont plus réunies.

CB : Il faut bien mesurer aussi les conséquences de la démocratisation de l'enseignement. Beaucoup des jeunes des cités ont aujourd'hui fait des études, ils ont le bac, souvent le bac technologique ou professionnel. Il y a chez eux une aspiration à la réussite qui ne se satisfait plus de l'appartenance à la « classe ouvrière », en laquelle ils ne se reconnaissent pas. Même s'il peut y avoir plus tard échec dans les études universitaires, ce moment de leur vie nourrit l'espoir d'intégrer l'élite.

En faisant remonter la croissance de l'abstention très loin dans le temps, vous vous inscrivez de fait en faux contre le discours de sens commun qui voudrait que l'abstention soit liée aux désillusions provoquées par la gauche. Quelles pourraient être selon vous les conditions d'une réception réussie d'une offre alternative en termes de programme, alors qu'on semble s'intéresser si peu à ce que les candidats proposent ?

CB : Il me semble que la condition principale pour que le discours politique de changement soit reçu, c'est que les conditions de vie des populations changent avec les changements de majorité politique. Il y avait, en effet, une dimension paradoxale dans la forte mobilisation électorale des cités pour la présidentielle : très peu parmi les 85 % de votants espéraient une quelconque amélioration. Ils votaient contre Sarkozy, qui représentait la possibilité du « pire ». C'est cela qui a motivé les électeurs dans les quartiers. Les jeunes disent : « j'ai vu la droite, j'ai vu la gauche et pourtant rien n'a changé. Les flics nous parlent de la même façon, nos parents ont toujours autant de difficultés matérielles ». Une série d'alternances perçues comme n'entraînant pas d'alternatives : c'est cela qui produit le désenchantement, qui est toujours très présent.

JYD : Il existe dans l'électorat, c'est une donnée ancienne, une vraie disposition « à croire ». La dernière élection l'a encore montré : Sarkozy était au pouvoir depuis 5 ans, il était ministre, il était président de l'UMP. Il a pourtant réussi à faire croire qu'il incarnait la rupture, la nouveauté, le changement. Mais ce « désir de croire » ne profite plus à la gauche car, pour toute une série de raisons, elle est devenue assez largement inaudible dans les quartiers.

Ce qui frappe également, c'est le décalage entre la cible électorale visée par Ségolène Royal et ceux qui ont réellement voté pour elle. Elle a fait campagne pour séduire un électorat supposé pragmatique, modéré et plutôt de la droite de la gauche, voire « centriste », qui a finalement été capté par Bayrou. Et elle a été propulsée au second tour – à un niveau très élevé pour un candidat socialiste – par le vote des quartiers populaires, qui voulaient barrer la route à Sarkozy et par des électeurs de la gauche de la gauche, qui ont adopté une logique stratégique de vote utile après la déconvenue de 2002.

Cela veut dire qu'il y a comme un hiatus entre les représentations du corps électoral produites à l'usage des candidats par les conseillers et les experts qui les entourent et la réalité de ce corps électoral. Cela illustre, encore une fois, combien les transactions électorales peuvent reposer sur des malentendus.